PRESENTATION DE LA PHASE 2 DE L'ENQUETE 1-2-3 SUR LE SECTEUR INFORMEL A LOME.

SECTEUR INFORMEL DANS L'AGGLOMERATION DE LOME: PERFORMANCE, INSERTION ET PERSPECTIVE

PLAN DE PRESENTATION

- OBJECTIFS SPECIFIQUES DE L'ENQUETE
- PLAN DE PUBLICATION
- METHODOLOGIE
- ANALYSE DES DONNEES

OBJECTIFS SPECIFIQUES DE L'ENQUETE

- Disposer des informations fiables et comparables sur l'emploi et les caractéristiques du secteur informel dans les principales agglomérations des pays de l'UEMOA ;
- Améliorer la fiabilité et la comparabilité des PIB des Etats membres ;
- Analyser au plan régional le rôle du secteur informel dans les économies nationales ;
- Étudier les conditions de vie des ménages en relation avec le marché du travail ;
- Mettre en place un dispositif de suivi de l'emploi et du secteur informel permettant de mieux appréhender l'impact économique et social des politiques économiques.

PLAN DE PUBLICATION

- les conditions d'activités dans le secteur informel ;
- la main d'œuvre et l'emploi ;
- le capital, l'investissement et le financement ;
- la production, l'insertion et la concurrence ;
- les relations du secteur avec les pouvoirs publics ;
- les problèmes rencontrés dans le secteur informel et les perspectives.

METHODOLOGIE

- Le champ géographique de l'enquête est la ville économique de Lomé, comprenant la commune et ses agglomérations.
- Les travaux techniques de préparation sont :
- la constitution de la base de sondage et l'échantillonnage ;
- l'adaptation des documents de collecte ;
- le recrutement et la formation des agents de collecte ;
- la sensibilisation de la population.

BASE DE SONDAGE ET ECHANTILLONNAGE

- La phase 2 concerne précisément les chefs d'UPI que sont les personnes, soit patrons de leur UPI soit installées à leur propre compte.

- L'échantillon comprend **1134 UPI** en tout.

ADAPTATION DES DOCUMENTS DE COLLECTE

- Les principaux documents de collecte sont :
- le questionnaire ;
- le manuel d'instructions des enquêteurs ;
- le manuel d'instruction des superviseurs ;
- le manuel de nomenclature des métiers et professions ;
- le manuel de nomenclature des branches d'activité et des produits.

ANALYSE DES DONNEES

1 - Conditions d’activités du secteur informel

Les conditions d'activités du secteur informel montrent qu'en 2001 le nombre d'Unités de Production Informelles (UPI) est estimé à 210 000 à Lomé avec trois emplois informels sur quatre crées principalement dans le secteur tertiaire composé du commerce et des services.

2 - Main d’œuvre et emploi

Il ressort au vue des résultats sur la main d'œuvre et l'emploi que le secteur informel est le premier pourvoyeur d'emplois à Lomé où les 210 000 UPI ont généré 306 300 emplois en 2001 avec une prédominance de l'auto-emploi. De plus, ce sont les salariés (25%), les apprentis (46%) et les aides familiaux (29%) qui constituent la main-d'œuvre essentielle de ce secteur où le taux de salarisation est de 10,1%. Un actif du secteur informel gagne à peine 21 000 F CFA par mois pour 48 heures de travail en moyenne par semaine. Avec 60% d'actifs gagnant un revenu horaire bas, les conditions de travail sont relativement meilleures dans les UPI ayant officiellement déclaré leurs activités.

3 - Capital, investissement et financement

En ce qui concerne la mesure du capital, de l'investissement et du financement, il apparaît que le capital demeure l'un des facteurs de production jugé faible dans le secteur informel. Il est en moyenne de 218 000 F CFA par UPI et s'élève à 46 milliards de F CFA pour l'ensemble du secteur avec 78,4% détenu comme une propriété par les chefs d'UPI. Il faut mentionner que ce capital provient principalement des clients (51% et des banques (23,8%). L'épargne, le don ou l'héritage contribuent à 94% au source de financement du capital dans le secteur informel.

3 - Capital, investissement et financement (Suite)

L'investissement annuel bien que faible par UPI demeure assez important. Au total,4,5 milliards de F CFA sont investis dans ce secteur entre Novembre 2000 et Octobre 2001 essentiellement dans le commerce et les services. Il en est de même de l'emprunt qui joue un rôle important dans le secteur informel. En somme, 6,4% des UPI ont contracté des emprunts chiffrés à 3,4 milliards de F CFA en 2001. et qui servent primordialement à l'achat des matières premières dans 25,5% des cas.

4 - Production, insertion et concurrence

L'étude de la production, de l'insertion et de la concurrence montre que le secteur informel à Lomé à réalisé un chiffre d'affaires de 243 milliards de F CFA dont 56% revient à la branche commerce qui contribue à 57% à la création de la valeur ajoutée annuelle. La masse salariale représente 10% de la valeur ajoutée totale estimée à 75 milliards de F CFA dont 3,4% est perçu par l'État à titre d'impôts et de taxes.

4 - Production, insertion et concurrence (Suite)

Les UPI les plus performants sont celles qui combinent au mieux les facteurs de production (travail et capital) et qui ont enregistré leurs activités. Toutefois, en dépit d'une forte hétérogénéité interne au secteur informel, il ressort qu'un actif apporte en moyenne 22 000 F CFA à la création de la valeur ajoutée. Le principal pourvoyeur en intrants aux UPI est le commerce formel (37%) et les ménages (28,2%) et les biens et services produits sont destinés essentiellement à ces derniers (67% du chiffre d'affaires). La concurrence est surtout interne avec un prix qui se fixe généralement selon la loi de l'offre et de la demande.

5 - Le secteur informel et l’État

Les relation du secteur avec les pouvoirs publics battent de l'aile. Ainsi, il apparaît selon les résultats que 85% des UPI sont totalement inconnues des pouvoirs publics faute d'enregistrement. Ceci signifie qu'un effort doit être fait pour insérer dans le cadre réglementaire ce secteur où la plupart des UPI opte pour la procédure du guichet unique dans les démarches administratives.

6 - Problèmes et perspectives

Enfin, concernant les problèmes et les perspectives, les résultats de l'enquête montrent que ce sont la baisse de la demande inquiétant 77%, la concurrence excessive dénoncée par 56% et l'accès au crédit dont souffrent 56% qui constituent les préoccupations majeurs des UPI. Elles demandes pour cela des aides. Le secteur informel a un avenir prometteur selon 77% des UPI et la relève se prépare surtout dans les unités informelles. Une attention particulière de la part de l'État est nécessaire pour permettre à ce secteur de jouer pleinement son rôle de premier acteur du développement économique.

FIN

MERCI POUR
VOTRE
ATTENTION